

◀ Contre-réformes du bac et du post-bac ▶

Organisons le combat !

À peine le nouveau gouvernement nommé, le scandale des (non)-affectations APB défrayait la chronique et Mme Vidal saisissait l'occasion pour remettre au goût du jour une vieille lune : la sélection à l'entrée de l'Université. De son côté, M. Blanquer annonçait de concert son intention de s'attaquer au baccalauréat. Décryptage.

Démantèlement du baccalauréat

M. Blanquer, ministre de l'éducation nationale, va entamer dès cet automne la réforme du bac (et du lycée pour l'adapter à cette réforme du bac). Cette réforme ne vise en rien à démocratiser le service public d'éducation, bien au contraire. D'une part, le bac général et technologique sera réformé pour ne plus comporter que 4 épreuves terminales. SUD éducation s'oppose à cette hiérarchisation entre les disciplines par une différenciation entre celles qui donneront lieu à examen terminal ou non. Nous voulons le maintien du cadre national du diplôme contre toute tentative de localisation et la garantie du droit à l'anonymat des élèves pour les épreuves certificatives. D'autre part, le bac ne suffira plus pour garantir le droit à l'université. **L'annonce de l'introduction de prérequis pour entrer à l'université, sous couvert de lutter contre l'échec, est une attaque majeure contre l'égalité du droit aux études supérieures. Le bac est le premier grade universitaire. Il doit rester un prérequis suffisant pour accéder à l'université.**

Suppression du droit à l'université

En parallèle, Mme Vidal, ministre de l'enseignement supérieur et de la recherche, prépare la sélection à l'entrée des universités, prenant prétexte du fiasco organisé d'APB (l'application qui gère les Affectations

Post Bac) qui a pour cause le désengagement de l'État et le manque de moyens. Si tant de bacheliers sont restés sur le carreau, c'est d'abord car il manque l'équivalent de trois universités en France. Elle prétend qu'il faudrait davantage "professionnaliser les licences". La moitié des étudiant-e-s qui doivent travailler au cours de leur année universitaire dans une société frappée par le chômage de masse structurel seront certainement ravi-e-s de la nouvelle... **En finir avec le baccalauréat comme premier diplôme universitaire, individualiser les parcours, mettre en place les pré-requis, c'est accentuer encore la sélection sociale, les mécanismes de reproductions et donc les inégalités.**

Construisons la lutte !

Pour SUD éducation, au lieu de trier encore davantage les élèves et les étudiant-e-s, l'urgence est de garantir effectivement l'égalité du droit à l'éducation et aux études supérieures et de leur assurer les conditions d'une véritable formation émancipatrice. **Baisser le niveau de qualification de celles et ceux qui sont issu-e-s des classes populaires c'est envoyer des centaines de milliers de précaires sur un marché du travail que Macron s'emploie à déréguler.**

Pour SUD éducation, l'heure est à la construction d'un large front de lutte contre cette contre-révolution scolaire qui vient. Il doit sans attendre s'inscrire dans le mouvement global de refus des politiques néo-libérales de Macron et de son gouvernement.